



## **Au nom de nos principes et de nos valeurs, rester fidèles à la lutte contre l'extrême-droite**

Les Ceméa ont toujours œuvré pour plus d'égalité, plus de justice, plus de solidarité et lutté contre toutes les discriminations et les processus de domination.

En tant qu'association d'Éducation populaire, ils permettent au plus grand nombre d'agir sur leur quotidien, de s'intéresser à leur environnement, de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions visant à promouvoir l'intérêt général. Les Ceméa se mobilisent depuis leur création pour inciter à voter pour participer à la vie de la cité.

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle 2022 sont extrêmement inquiétants. Plus de 11 millions de voix ont été accordées aux candidats représentant l'extrême droite. Ces votes expriment peut-être autant une forme de rejet des politiques libérales, créant de l'austérité et de la précarité, plutôt qu'une adhésion aux valeurs portées par ces partis. Mais on ne peut pas non plus ignorer la réalité du repli identitaire et du rejet de l'autre qui n'a cessé de gagner du terrain. Et nous pensons que le mépris des corps intermédiaires et de la société civile a largement contribué à ce mouvement.

Les Ceméa n'ont jamais appelé à voter en faveur de tel·le ou tel·le candidat·e lorsqu'ils ou elles représentaient des partis républicains : ce n'est pas le cas aujourd'hui ! Le 24 avril, il faudra choisir entre le candidat d'un courant politique républicain, dont nous avons combattu certaines orientations politiques, et la candidate d'un parti d'extrême droite qui privilégie toujours l'exclusion à l'éducation, qui pratique la division, qui suscite la haine entre les personnes et les peuples et qui démantèle les politiques sociales et solidaires. Il ne s'agirait pas uniquement d'avoir une présidente et un gouvernement issus de cette mouvance, mais cela permettrait à ceux et celles qui adhèrent à ces thèses d'être membres de cabinets ministériels, d'être nommé·es à des postes de hauts fonctionnaires, d'arriver à la direction d'agences publiques ou de hauts commissariats, mais aussi d'être préfets ou préfètes !

La dynamique électorale n'est pas la même qu'en 2002 ou 2017. Nous ne pouvons pas prendre le moindre risque de laisser arriver au pouvoir l'extrême droite.

Malgré des réticences légitimes, et sans renoncer d'aucune manière à nos engagements et à nos combats, il nous faut éviter le pire.

**Le 24 avril, ce n'est pas le vote blanc, nul ou l'abstention qui pourront l'empêcher.**

Les Ceméa